

Notre Temps - Assurance-chômage : FO demande à nouveau le retrait de la réforme.

Force ouvrière demande à nouveau vendredi au Premier ministre de renoncer à la réforme de l'assurance-chômage, après une évaluation de l'Unédic qui estime à plus d'un million le nombre de personnes concernées par une baisse de leur allocation.

https://www.notretemps.com/retraite/assurance-chomage-fo-demande-a-nouveau-afp-202103_i240158

Les Echos - Patronat et syndicats rouvrent le chantier de la formation professionnelle.

« La réunion n'a pas pour autant été un long fleuve tranquille. Du côté des syndicats, on veut un engagement du patronat à négocier un accord. »

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/patronat-et-syndicats-rouvrent-le-chantier-de-la-formation-professionnelle-1301134>

Le Monde : Un troisième confinement et la fermeture de 110 000 commerces « non essentiels » vont lourdement peser sur l'économie

« Les écoles resteront ouvertes mais les commerces dits « non essentiels » – c'est-à-dire tous, excepté ceux de l'alimentation, les librairies, les disquaires et les coiffeurs – seront fermés.

Au total, 110 000 établissements, en incluant les commerces déjà clos dans les centres commerciaux, seront concernés. En Ile-de-France, il s'agit de 52 340 boutiques auxquelles s'ajoutent 6 443 magasins logés dans des centres commerciaux de plus de 5 000 m². Au risque de qualifier de nouveau la France d'« Absurdistan » – une critique qui était apparue lors du deuxième confinement à l'automne –, les rayons de produits « non essentiels » des grandes surfaces seront eux aussi fermés par souci « d'équité », a signalé le premier ministre. »

« «Un nouveau coup de massue» pour les associations professionnelles de commerçants qui se disent «sidérées» par ces annonces alors que leur dernière réunion avec le gouvernement portait sur les perspectives de réouverture des commerces fermés. « L'Ile-de-France et les Hauts-de-France, c'est plus de 25 % de nos magasins et, en moyenne, 30 % du chiffre d'affaires », détaille Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, fédération de la distribution non alimentaire, expliquant que les commerçants ne faisaient déjà que « vivoter » avec les contraintes du couvre-feu. « On aura été fermé cinq mois et demi sur quinze mois, soit un jour sur trois. Comment voulez-vous que les magasins s'en sortent ? », s'énerve-t-il. »

« « On est repartis sur la distinction entre produits essentiels et "non essentiels". Tout le monde disait depuis novembre à tous les niveaux du gouvernement : "plus jamais ça, les Français n'ont pas compris"... et on va repartir sur la distinction entre les pyjamas pour bébé, essentiels, et ceux pour les enfants de 3 ans, "non essentiels", les collants, les chaussettes... », tempête aussi Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution. »

« Au ministère de l'économie, où l'on plaidait pour ne pas « enfermer les gens et dire "Bercy paiera !" », on se résigne à cette nouvelle donne et à en assumer les conséquences sur les finances publiques. « Les mesures de soutien coûteront 1,2 milliard d'euros en plus par mois. Soit 7,2 milliards d'euros en tout par mois », a détaillé Bruno Le Maire. »

La Tribune : Un troisième confinement moins pénalisant pour l'économie

« Interrogé par des journalistes, Bercy précise que sur 1,2 milliard supplémentaire, 600 millions vont servir au fond de solidarité, 400 millions d'euros à l'activité partielle et 200 millions pour les exonérations de cotisation, "même si ces chiffres devront être affinés". Empêtré dans une crise économique et sanitaire à rallonge, le gouvernement a assuré qu'il maintenait sa prévision de croissance à 6% en 2021. » « Bruno Le Maire a indiqué aux journalistes que "l'impact des nouvelles restrictions sanitaires sur l'économie française est de 0,2 point de PIB annuel".

"0,2% est un calcul relativement cohérent par rapport au deuxième confinement du mois de novembre qui était beaucoup plus sévère. Le confinement porte sur un territoire beaucoup plus petit. Les anticipations sont plus positives dans certains pays. Compte tenu de l'optimisme à l'étranger, l'impact de confinement pourrait être moindre. La condition majeure est que la vaccination reparte pour que l'économie redémarre rapidement" explique à La Tribune, Philippe Waechter, chef économiste chez Ostrum Asset Management. »

« Il est encore difficile à ce stade d'évaluer l'impact macroéconomique de cette troisième mise sous cloche même si les modalités ont été précisées par le gouvernement. Selon les précédents travaux menés par différents économistes, l'impact sera sans doute de moindre ampleur que les deux premiers confinements. En 2020, le produit intérieur brut (PIB) a connu des variations trimestrielles d'une ampleur inédite. Au pic de la crise en avril, l'activité avait chuté de près de 30% par rapport à son niveau de décembre 2019 alors qu'au mois de novembre l'écart était beaucoup moins prononcé. »

« Les effets à long terme d'une pandémie qui s'éternise

La "congélation" de l'économie française provoque des chocs d'offre et des chocs de demande souvent complexes à mesurer. Beaucoup d'économistes depuis le début de la pandémie ont fait part de leur désarroi face à cette tempête qui s'éternise. L'utilisation des modèles traditionnels est sans cesse chamboulée par ces mesures parfois inédites. En étudiant les implications

macroéconomiques d'une telle pandémie, les économistes Jean Pisani Ferry et Olivier Blanchard estiment dans une récente note qu'un scénario de vagues d'épidémie à répétition dans le contexte des économies ouvertes comme en Europe est plus probable qu'un scénario zéro covid. »

« En effet, ils rappellent que *"l'émergence périodique de nouveaux variants potentiellement dangereux restera une menace sérieuse tant que certaines parties du monde n'auront pas eu accès à des vaccins efficaces"*. Dans cette perspective, ils mettent l'accent sur trois répercussions durables : la fermeture des frontières, les confinements répétés et des effets durables sur la composition de l'offre et de la demande. Compte tenu de la situation sanitaire en France et du retard pris dans la campagne de vaccination, les effets de la crise sur le tissu productif et dans la population active risquent de se prolonger. Plusieurs économistes redoutent des pertes importantes en compétences, des destructions de capital irrémédiables et une dangereuse spirale récessive. Surtout que la situation dans les pays européens est loin d'être apaisée. »

L'express : Economie : le scénario noir d'une crise sans fin

« Alors qu'une partie de l'Hexagone a basculé à nouveau dans le confinement, un scénario noir commence à circuler. Celui où la pandémie dure encore longtemps, relancée chaque fois par l'apparition de nouvelles souches de virus. Ce qui forcerait les gouvernements à alterner encore pendant des mois les périodes avec et sans restrictions, au gré du yoyo épidémique.

Dans une étude publiée la semaine dernière par le prestigieux Peterson Institute for International Economics, un think tank américain, deux Français, Jean Pisani-Ferry, l'ex-président du Conseil d'analyse économique, et Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du FMI, tentent de mesurer les impacts économiques d'un tel chemin. »

« Le plus important : la tentation de la barricade. *"Alors que les pays vont essayer de se protéger des infections survenant ailleurs, le risque est d'assister à une fermeture durable des frontières et à un plongeon du trafic de passagers"*, avance Jean Pisani-Ferry. Comme une forme de généralisation de l'exemple britannique. Depuis janvier, Londres a interdit l'entrée sur son territoire aux voyageurs de plus de 30 pays et impose une période d'auto-isolement à toute personne arrivant de tout autre pays que l'Irlande. Forcément, les conséquences seraient désastreuses pour les paradis touristiques. Rien qu'en France, le tourisme étranger représente directement et indirectement près de 3 % du PIB. »

« *"Mais l'impact le plus significatif serait la désorganisation des chaînes de production"*, poursuit l'économiste. Au cœur de la mondialisation, on trouve en effet un écheveau de sous-traitants éparpillés sur la planète. Evidemment, rien n'empêchera les containers de traverser les océans, mais *"toutes les études montrent que la mobilité des personnes est importante pour l'établissement et la gestion des chaînes de valeur"*, poursuit l'économiste. Les conséquences seraient non négligeables sur la rentabilité et la productivité des entreprises. »

« Certes, les individus et les entreprises font preuve de créativité, inventent de nouvelles façons de travailler, et les nouvelles technologies gommant un peu l'absence de contact physique. De fait, la contraction de l'activité économique a été bien moindre lors du deuxième confinement : 5 % de chute du PIB sur un an en novembre contre un plongeon de 20 % en moyenne au printemps. Pour ce troisième confinement, les experts de Bercy tablent sur un impact de 0,2 point de PIB sur l'ensemble de l'année. *"Pourtant, il y a une limite à la résilience. Une lassitude qui pourrait se faire sentir sur la capacité des entreprises à investir ou sur l'envie des ménages de piocher dans leur bas de laine pourtant bien fourni pour consommer"*, prévient Jean Pisani-Ferry. Sans parler des conséquences persistantes en matière de chômage de longue durée, de santé, de pauvreté, d'éducation... Un monde émergerait où les comportements de précaution l'emporteraient. Rien à voir avec un scénario calqué sur les Années folles, au lendemain de la grippe espagnole, il y a un siècle. »

Le Figaro : Le troisième confinement fragilise les espoirs de net rebond de la croissance

« Au deuxième trimestre 2020, l'activité économique s'est effondrée dans des proportions peu égalées en Europe, en raison de la sévérité des mesures sanitaires alors instaurées, pour ensuite rebondir très vivement. Alors qu'un tiers du pays est entré le week-end dernier dans une nouvelle phase de confinement, certes allégée en comparaison des deux premiers épisodes, le gouvernement table encore sur ce mécanisme de ressort pour assurer un rapide retour au niveau d'activité de fin 2019 dès l'allègement des restrictions. *"À l'été, l'économie française surprendra par sa capacité de rebond de création d'emploi, d'innovation"*, a ainsi pronostiqué Bruno Le Maire au micro de RTL lundi matin. »

« Le ministre espère revivre, au moins dans l'esprit, la parenthèse enchantée de l'été 2020. Entre juillet et septembre, à la surprise générale, l'activité était remontée en flèche, la production de richesses progressant de 18,5 % en trois mois. L'été 2021 ne devrait toutefois pas se montrer aussi favorable, d'abord car l'effet de rattrapage a déjà été en grande partie épuisé depuis le choc d'avril 2020. De fait, l'activité économique est remontée à un niveau tout proche de celui enregistré fin 2019. Et chaque épisode de confinement semble ensuite épuiser la capacité de rebond de toute l'économie. »

« *"Chaque confinement accroît l'incertitude et les comportements de protection : hausse de l'épargne des ménages, hausse des réserves de cash des entreprises ; chaque confinement conduit aussi à une dégradation supplémentaire des bilans des entreprises"* »

et à une augmentation de la proportion d'entreprises zombies », expliquait en décembre, dans une note, Patrick Artus, le chef économiste de Natixis. »

« Avant même l'annonce de la troisième phase de restrictions, les conjoncturistes tablaient d'ailleurs davantage sur une résistance de l'activité au fil de l'année que sur un nouvel épisode de net rebond. (...) Seul Bercy s'est prononcé, pour confirmer son ambition d'une croissance à 6 % cette année. Mais d'ores et déjà, selon les prévisions de l'institut de conjoncture Rexecode, la croissance ne devrait pas suffire à éviter un nouveau déclassement économique de la France en Europe. «*Au sein de la zone euro, le PIB par habitant des pays les plus touchés par la crise (France, Italie, Espagne) s'éloignerait encore plus vers le bas de celui de l'Allemagne avec, en parallèle, une divergence accrue des dettes publiques*», écrivent ses économistes. »

Les échos : Le confinement frappe une économie francilienne déjà éprouvée

« A côté des commerces obligés de fermer leurs portes avec les mesures de restriction sanitaire, d'autres entreprises vont en effet souffrir par ricochet de la désertification des zones commerciales, souligne Bernard Cohen-Hadad, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) Paris Ile-de-France. C'est à Paris que la situation s'annonce la plus critique. Avec le recours accru au télétravail, les rues de la capitale se sont déjà vidées des travailleurs franciliens auparavant habitués à faire leurs courses à la pause déjeuner ou en sortant du travail. »

« Toujours classées dans la catégorie des commerces non essentiels, les boutiques d'habillement, en particulier, vont une nouvelle fois payer un lourd tribut. En 2020, elles avaient déjà subi une baisse d'activité de l'ordre de - 17 à - 25 %, selon la CPME Paris Ile-de-France. »

« *«C'est une catastrophe pour nos artisans dits 'non essentiels' [...]. Certains d'entre eux avaient réalisé des stocks qui vont leur rester sur les bras, la plupart vont devoir payer leur loyer sans rentrée d'argent...»*, s'alarme également Elisabeth Detry, présidente de la Chambre de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France. « *Il est urgent de mettre en place un plan d'aide avec une compensation pour dépréciation des stocks et une prise en charge des loyers, nécessaire à la survie de nombreuses boutiques franciliennes* », estime Bernard Cohen-Hadad. »

« Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, a indiqué samedi qu'une solution allait prochainement être trouvée pour régler la problématique des stocks de l'habillement. Le locataire de Bercy a aussi annoncé de nouvelles mesures de soutien pour les entreprises concernant la prise en charge des coûts fixes ou l'accès au fonds de solidarité. »

« *«Aujourd'hui, c'est l'état psychologique des chefs d'entreprise qui nous inquiète surtout* », explique, de son côté, Daniel Weizmann, le président du Medef Ile-de-France. La CCI Paris Ile-de-France est actuellement submergée d'appels (1.500 par jour), la majorité d'entre eux étant des messages de détresse de chefs d'entreprise incapables de se projeter en matière d'investissements ou de recrutements. »

Nice-Matin : Confinement : le ministre de l'Economie défend du "sur-mesure" pour les commerces

« *"Je cherche à ouvrir le plus grand nombre possible de commerces malgré tout car ça participe non seulement à l'activité économique, mais au moral des Français"*, a affirmé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire sur France Inter.

"Pourquoi les fleuristes ? Parce qu'ils vendent quasiment la moitié de leur stock au moment du printemps. Pourquoi les chocolatiers ? Parce que nous avons Pâques qui arrive et qu'ils font une très grande partie de leur chiffre d'affaires dans cette période-là (...) Pourquoi les concessions automobiles ? Parce que derrière, il y a des dizaines de milliers d'ouvriers qui sont concernés", a justifié Bruno Le Maire.

"Nous faisons du sur-mesure ; je n'ai pas du tout la prétention que ça soit idéal mais ça correspond à chaque fois à une logique simple : garantir la sécurité sanitaire des Français tout en préservant au maximum l'activité économique et les commerces". »

« Concernant les magasins de vêtements, le ministre a indiqué avoir demandé au ministre délégué aux PME Alain Gristet *"de trouver d'ici la semaine prochaine une solution pour traiter les stocks de l'habillement"*.

Il a également annoncé une prise en charge intégrale des frais fixes (comme les loyers) pour les entrepreneurs qui ont repris un fonds de commerce en 2020, *"ont fait des investissements"*, mais *"n'ont toujours pas rouvert"* et ne peuvent donc justifier d'un chiffre d'affaires leur donnant droit à une telle aide. »



Twitter :
[@YVeyrier](#)
[@force_ouvriere](#)



Facebook :
[Yves Veyrier -](#)
[Secrétaire Général de la](#)
[confédération Force](#)
[Ouvrière - @YVeyrierFO](#)
[@force.ouvriere.fr](#)



LinkedIn :
[Force ouvrière](#)
[Yves Veyrier](#)



Instagram :
[force_ouvriere.fr](#)